

fiscaux. Je reconnais au moins au député le mérite d'avoir proposé une solution de rechange.

En guise de réponse à ma question, je voudrais qu'il me dise ce qu'il pense des cinq grandes solutions que les néo-démocrates proposent pour remplacer la taxe sur les produits et services. Car nous en avons mis de l'avant. Que je sache, les libéraux n'ont proposé aucune solution de rechange à part celle qui figure dans le texte que le député a fait circuler il y a quelques semaines.

M. Malone: Madame la Présidente, ce n'est pas souvent que j'exprime ma déception face à un discours prononcé à la Chambre, mais j'ai été déçu, une fois de plus, de constater que dans son discours, le député néo-démocrate a fait fondamentalement deux choses. Tout d'abord, il nous a énuméré toute une série de dépenses qu'il effectuerait, alors que le débat d'aujourd'hui porte sur le pouvoir d'emprunt. Son parti veut dépenser encore davantage.

Ensuite, je suppose que c'est par accident car cela ne lui ressemble pas, mais il a fait une longue liste de déclarations inexactes tout à fait incroyables. Je voudrais mettre les choses au point au sujet de quelques-unes d'entre elles. Il affirme que les ministériels ne représentent pas leurs électeurs, car ils souscrivent à la taxe sur les produits et services. Je tiens à lui dire que ma circonscription est surtout agricole. Or, l'un des principes de la taxe sur les produits et services consiste à faire en sorte que les taxes n'entrent pas dans les frais d'exploitation. Ainsi, les coûts relatifs aux intrants agricoles diminuent de 2 p. 100. Ce sont les agriculteurs que nous servons. Ils sont avantagés par la suppression des taxes de leurs frais d'exploitation. Or, en adoptant la position en question, le député se dit en faveur d'un accroissement des taxes que doivent payer les producteurs agricoles.

Il affirme que le gouvernement ne prend aucune mesure en faveur des entreprises. Eh bien, que fait-il de l'APECA? Qu'était donc le Programme des perspectives d'achat de l'Atlantique? Et que dire du Bureau de diversification de l'économie de l'Ouest qui a lancé un millier de nouveaux projets?

Sous le gouvernement libéral précédent, un bureau de ce genre aurait eu son siège à Ottawa. Or, il n'en est rien. Il est situé à Edmonton, et il a des bureaux régionaux à Regina, Winnipeg, Vancouver et Ottawa. Celui d'Ottawa est très petit et on y retrouve le sous-ministre et ses collaborateurs les plus proches. Cependant, 1 000 nouveaux projets ont été lancés.

Demandez à tous ceux qui font affaire avec le Bureau, s'il offre de bons services. L'opinion des intéressés est

extrêmement favorable. Je parle de ce programme plutôt que de l'APECA parce que je le connais mieux.

Pourtant le député prend la parole au Parlement pour déclarer que le gouvernement n'a pris et ne prend aucune mesure, alors que nous avons lancé 1 000 nouveaux projets.

Il a ensuite parlé de quelque chose qui m'a complètement sidéré, madame la Présidente. C'est un tour du NPD. Il parle de l'impôt de capitation. C'est une tactique alarmiste. Il sait qu'en ce qui concerne la taxe sur les produits et services, nous avons annoncé dans l'exposé économique du 20 novembre 1984, le premier automne où nous étions au pouvoir, tout ce que nous devons faire. Nous avons déclaré que la suppression de la taxe sur les ventes des fabricants était l'un de nos objectifs.

Dans les exposés et les budgets suivants, nous avons parlé de la nécessité de réviser cette taxe. Même pendant les dernières élections, nous avons signalé—bien que cela ait été éclipsé, j'en suis conscient, par la question du libre-échange et le débat s'y rapportant—que nous allons adopter une taxe sur les produits et services.

Il ne peut citer aucun ministériel qui aurait déclaré que nous avions l'intention d'imposer la capitation. Et pourtant, il a l'audace de prendre la parole à la Chambre et d'alarmer les Canadiens. Quelle tactique méprisante! Il fait ce genre de déclarations, sans la moindre preuve et sans aucune raison logique, simplement pour effrayer la population et pour nous prêter des intentions que nous n'avons jamais eues. Je demanderais, par conséquent, au député de se lever pour établir sa crédibilité.

La présidente suppléante (Mme Champagne): Je dois interrompre le député. La période réservée aux questions et aux observations est écoulée. Un bref commentaire du député de Kamloops.

M. Riis: Madame la Présidente, nous nous retrouvons devant le spectre d'une taxe sur les produits et services. Cela m'étonne beaucoup que le député dise que ses électeurs appuient la taxe sur les produits et services.

M. Malone: Je n'ai pas dit ça.

M. Riis: Je me demande si nous pourrions parier nos sièges là-dessus. Je ne suis pas d'accord avec lui lorsqu'il prétend que les agriculteurs de sa circonscription appuient la taxe sur les produits et services et qu'ils vont gagner.

Pourquoi parlons-nous de l'impôt de capitation? Je me rappelle fort bien que nous avons lutté lors d'une récente campagne électorale fédérale. Je ne me souviens pas que les députés conservateurs aient annoncé dans tout le pays que, s'ils étaient élus, ils allaient imposer aux Canadiens une taxe sur les produits et services de 7 ou de 9 p. 100. Le